

des services d'application de la loi au poste de Blaine Peace Arch.

Dialogue du PCEU sur la frontière

Les participants locaux ont accueilli avec enthousiasme ces deux séries de rencontres sans précédent pour la frontière canado-américaine pour ce qui est du nombre et de la diversité des cadres supérieurs des secteurs public et privé présents et de l'esprit de concertation adopté par rapport aux questions examinées.

Aux réunions de Vancouver et de Niagara-on-the-Lake, les dirigeants locaux ont surtout exprimé le souhait que la **frontière soit plus ouverte**. Faciliter le passage des personnes et des marchandises était le principal souci des parties intéressées, qui ont donc insisté auprès des représentants des deux gouvernements pour que l'on n'en reste pas au statu quo. Quelques participants locaux s'interrogeaient sur la nécessité même d'une frontière, expliquant qu'avec des relations aussi proches, les deux pays devraient pouvoir accepter les ressortissants et les produits l'un de l'autre sans inspection. D'autres participants locaux et les représentants des gouvernements fédéraux ont répondu que, pour des raisons de souveraineté et de différences entre les législations des deux pays, il fallait maintenir des inspecteurs et des membres des services chargés de l'application de la loi canadiens et américains à la frontière. Cependant, bon nombre de dirigeants des secteurs public et privé se sont prononcés en faveur de l'instauration d'un **périmètre frontalier**, autrement dit, le Canada et les États-Unis se concentreraient plus sur l'arrestation de criminels et l'interception de cargaisons illégales entrant sur leur territoire en provenance de pays tiers, ce qui permettrait d'ouvrir davantage la frontière « intérieure » canado-américaine.

Quelques participants locaux au PCEU ont cité l'Europe